



## RETURN BIDS TO:

## RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -  
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

## SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise  
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation  
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,  
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

### Comments - Commentaires

### Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

### Issuing Office - Bureau de distribution

In-Service Support Marine / Soutien en Service  
Maritime

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

6C2

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

|  |  |
|--|--|
| <b>Title - Sujet</b> CETM 3<br>Centre d'essai technique (Mer) (CETM 3)   |  |
| <b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b><br>W8482-217850/F   | <b>Amendment No. - N° modif.</b><br>007      |
| <b>Client Reference No. - N° de référence du client</b><br>W8482-217850  | <b>Date</b><br>2022-11-18                    |
| <b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b><br>PW-\$ISM-027-28782  |  |
| <b>File No. - N° de dossier</b><br>027ism.W8482-217850   | <b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>       |
| <b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b><br><b>at - à 05:00 PM</b> Eastern Standard Time EST<br><b>on - le 2022-11-25</b> Heure Normale du l'Est HNE  |  |
| <b>F.O.B. - F.A.B.</b><br><b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/> |  |
| <b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b><br>Beaumier, Julie   | <b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b><br>027ism |
| <b>Telephone No. - N° de téléphone</b><br>(613) 851-9981 ( )   | <b>FAX No. - N° de FAX</b><br>( ) -          |
| <b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b><br><b>Destination - des biens, services et construction:</b>  |  |

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

|  |  |
|--|--|
| <b>Delivery Required - Livraison exigée</b>  | <b>Delivery Offered - Livraison proposée</b> |
| <b>Vendor/Firm Name and Address</b><br><b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>   |  |
| <b>Telephone No. - N° de téléphone</b><br><b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>   |  |
| <b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b><br><b>(type or print)</b><br><b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b><br><b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b> |  |
| <b>Signature</b>   | <b>Date</b>                                  |

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
W8482-217850/F  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W8482-217850

N° de la modif - Amd. No.  
007  
File No. - N° du dossier  
027ism.W8482-217850

Id de l'acheteur - Buyer ID  
027ism  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

### **Modification 007**

Cette modification vise à inclure *l'annexe K – Volet de participation autochtone* à la DP.

Dans la DP:

Insérer: **Annexe K – Volet de participation autochtone** (voir ci-bas).

**Toutes les autres modalités demeurent inchangées.**

---

## Annexe K – Volet de participation autochtone

### 1. Valeur transactionnelle du volet de participation autochtone (VPA)

- a) À compter du 1<sup>er</sup> avril du premier exercice financier suivant la date d'attribution du contrat et jusqu'au 31 mars de l'année civile suivante, et pour chaque exercice suivant, l'entrepreneur doit apporter à la communauté autochtone une valeur transactionnelle annuelle minimale dans le cadre du VPA.
  - i. Pour les deux premiers exercices : la valeur minimale transactionnelle du VPA est fixée à 500 000,00 \$.
  - ii. Pour le troisième exercice et les exercices suivants : la valeur minimale transactionnelle du VPA sera de 5 % de la valeur total du travail effectué dans le cadre de l'élément de travail 1 et de l'élément de travail 2 durant l'exercice précédent, comme déterminé par la mesure du rendement définie à l'article 47 de l'énoncé des travaux.
- b) La valeur transactionnelle annuelle du VPA correspond au total des contributions financières (taxes applicables exclues) apportées par l'entrepreneur au moyen des avantages directs et indirects (voir l'article 2 ci-dessous) pendant chaque exercice applicable.
- c) Pour les trois premières années du contrat, les avantages directs doivent constituer au moins 30 % de la valeur transactionnelle du VPA. Pour les quatrième et cinquième années du contrat, les avantages directs doivent constituer au moins 40% de la valeur transactionnelle du VPA. Si les options sont exercées, débutant à la sixième année du contrat et pour les années d'options subséquentes, les avantages directs doivent constituer au moins 50% de la valeur transactionnelle du VPA.
- d) Pour qu'une contribution soit considérée comme une transaction du VPA, le bénéficiaire de la transaction doit correspondre à la définition d'« entreprise autochtone » ou d'« Autochtone » conformément à l'annexe 9.4 du *Guide des approvisionnements* intitulée « Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones » OU être un programme pour Autochtones au sein d'une organisation. Pour être considéré comme un programme pour Autochtones, le programme doit fournir des biens ou des services visant expressément la communauté autochtone.
- e) Les contributions faites par les sous-traitants de l'entrepreneur dans la catégorie des avantages directs – Développement des entreprises autochtones peuvent être prises en compte dans la valeur transactionnelle annuelle du VPA de l'entrepreneur. Les autres contributions (emploi des Autochtones, formation, perfectionnement des compétences,) apportées par les sous-traitants ne seront pas prises en compte. Aucune contribution de quelque nature que ce soit apportée par le fournisseur d'un sous-traitant ne sera prise en compte.

### 2. Avantages directs et indirects

- a) Avantages directs

Voici les avantages directs possibles :

- i. Développement des entreprises autochtones : L'entrepreneur doit démontrer qu'il met en place et développe une capacité des entreprises autochtones viable (voir l'appendice A de l'annexe K – Capacité des entreprises autochtones). L'entrepreneur doit investir dans le développement et la viabilité des entreprises autochtones et apporter une contribution à cet égard en achetant des biens et des services d'entreprises autochtones. L'entrepreneur est également encouragé à expliquer comment il compte optimiser le recours à des entreprises autochtones, par exemple en précisant quels travaux seront exécutés par ces entreprises, y compris dans la gestion des contrats et de la chaîne d'approvisionnement.
- ii. Emploi autochtone : L'entrepreneur doit montrer qu'il emploie des Autochtones et qu'il s'efforce de recruter des employés Autochtones. L'entrepreneur peut inclure des détails sur les stratégies d'embauche et de maintien en poste de travailleurs autochtones et sur les activités d'emploi connexes, comme les tâches de chaque poste.
- iii. Formation et perfectionnement des Autochtones : L'entrepreneur doit démontrer les occasions de formation et les mesures de perfectionnement offertes à ses employés autochtones, comme la formation en cours d'emploi, la formation interne et les plans de relève.

b) Avantages indirects

Les avantages indirects comprennent la formation spécialisée, l'avancement professionnel, les bourses, les subventions et la sensibilisation communautaire pour aider les communautés locales et autochtones à répondre à leurs besoins en matière de développement économique.

3. Plan de gestion annuel

- a) Dans le cadre de son plan de gestion annuel défini à l'article 44 de l'énoncé des travaux, l'entrepreneur doit fournir les renseignements suivants :
  - i. Valeur transactionnelle minimale du VPA :
    - a. Pour le deux premiers exercices : 500 000,00 \$;
    - b. Pour les exercices suivants : 5 % de la valeur totale du travail effectué dans le cadre de l'élément de travail 1 et de l'élément de travail 2 durant l'exercice précédent;
  - ii. Activités planifiées pour atteindre la valeur transactionnelle minimum du VPA pour l'exercice.

4. Rapports annuels sur le VPA

- a) Au plus tard le 30 mai suivant la fin de chaque exercice financier, dans le cadre de la présentation des données sur l'exécution du contrat, l'entrepreneur doit remettre à l'autorité contractante (AC) et à l'approbation de projet (AP), un rapport sur le VPA présentant les renseignements suivants pour l'année fiscale la plus récente :
  - i. la valeur transactionnelle minimale du VPA de l'année fiscale la plus récente;
  - ii. la valeur transactionnelle du VPA atteinte pendant l'année fiscale la plus récente;

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
W8482-217850/F  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W8482-217850

N° de la modif - Amd. No.  
007  
File No. - N° du dossier  
027ism.W8482-217850

Id de l'acheteur - Buyer ID  
027ism  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

iii. une liste de toutes les contributions au VPA apportées au cours de l'année fiscale la plus récente, classées par catégories (avantages directs et indirects).

#### 5. Réunions d'examen de l'avancement des travaux (REAT)

Lors de chaque REAT, l'entrepreneur doit présenter un sommaire de la participation d'entreprises autochtones existante et planifié au CETM et les efforts fait afin d'atteindre la valeur transactionnelle minimum du VPA.

#### 6. Honoraires d'incitation au rendement (HIR)

Si l'entrepreneur n'atteint pas la valeur transactionnelle minimale du VPA pour un exercice donné, le paiement des HIR défini dans la base de paiement de l'annexe C sera réduit du pourcentage non atteint. Pour la première année, la réduction maximum sera de 5% de la valeur des HIR et chaque année subséquente, la réduction maximum sera augmenté de 5% pour la période initiale du contrat et années de prolongation si exercées, jusqu'à un maximum de 50 % de la valeur des HIR à l'année 10 du contrat et pour les années de prolongations subséquentes. Il n'y aura pas d'incidence sur les HIR si l'entrepreneur a atteint la valeur transactionnelle minimale du VPA pendant l'exercice.

*Par exemple, pour la première année du contrat avec une réduction maximum de 5% :*

*Valeur transactionnelle minimum du VPA pour l'année 1: 500 000,00 \$*

*Valeur transactionnelle du VPA atteinte pendant l'année 1 : 375 000 \$*

*Valeur totale des HIR : 100 000 \$*

| Calcul pour le paiement des HIR   |
|---|
| Pourcentage de la valeur transactionnelle du VPA atteint pour l'année 1 =<br>valeur transactionnelle du VPA atteint pour l'année 1/ valeur transactionnelle<br>minimum du VPA pour l'année 1 :<br><br>75% = \$375,000 / \$500,000 |
| Pourcentage de la réduction des HIR pour l'année 1= Valeur totale des HIR –<br>(pourcentage de la réduction maximum X pourcentage de la valeur<br>transactionnelle du VPA atteint pour l'année 1<br><br>1.25% = 5% -(5%*75%)      |
| Paiement total des HIR pour l'année 1 = Valeur totale des HIR - Pourcentage<br>de la réduction des HIR pour l'année 1<br><br>98 750 \$ = 100 000 \$ - 1.25%   |

Il n'y auras pas d'impact sur les HIR si le l'entrepreneur à atteint la valeur transactionnelle minimum du VPA durant l'année.

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W8482-217850/F  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W8482-217850

N° de la modif - Amd. No.  
007  
File No. - N° du dossier  
027ism.W8482-217850

Id de l'acheteur - Buyer ID  
027ism  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

## 7. Certification

a) Chaque rapport sur le VPA doit comprendre les attestations signées et remplies (le cas échéant) indiquées à l'appendice B de l'annexe K – Attestations du volet de participation autochtone.

b) S'il y a lieu, l'entrepreneur doit fournir les factures, les relevés de paiement, les reçus ou tout autre document prouvant qu'une transaction a été effectuée pour le montant réclamé.

c) L'entrepreneur doit conserver des dossiers et documents appropriés sur l'exactitude de l'attestation fournie au Canada.

## 8. Révisions

Pendant toute la durée du contrat, le Canada peut, à sa discrétion modifier le VPA afin de tenir compte des changements dans l'orientation de la gestion, les capacités de l'entreprise, les communautés autochtones, ou tout autre changement nécessaire. Les modifications peuvent inclure, mais ne sont pas limitées à, des modifications de la valeur transactionnelle minimum du VPA et/ou des pourcentages de contribution des avantages directs et indirects et des réductions maximum des HIR. Toutes les modifications recommandées du VPA, que ce soit par l'entrepreneur ou le Canada, doivent être approuvées par les deux parties. Une fois les modifications approuvées, le VPA révisé n'entrera en vigueur qu'après la publication d'une modification du contrat.

---

## Appendice A de l'ANNEXE K – Capacité des entreprises autochtones

1. La mobilisation rapide des entreprises et des collectivités autochtones peut aider l'entrepreneur à atteindre les résultats indiqués dans le VPA. La mobilisation rapide peut procurer les avantages suivants en :
  - i. améliorant les relations;
  - ii. veillant à ce que tous les participants soient au diapason en ce qui concerne les exigences du projet;
  - iii. déterminant la capacité des entreprises autochtones pour l'approvisionnement des produits et des services;
  - iv. cernant les lacunes en matière de compétences et de formation faisant obstacle à l'embauche d'Autochtones.
2. La liste ci-dessous est fournie pour aider à déterminer les capacités des entreprises autochtones :
  - Répertoire des entreprises autochtones (REA)  
<https://www.canada.ca/fr/affaires-autochtones-nord.html>
  - Conseil canadien pour le commerce autochtone  
<https://www.ccab.com/fr/>
  - Union Gas  
<https://www.uniongas.com/about-us/community/aboriginal/business-list> (en anglais seulement)
  - Indigenous Business and Investment Council  
<https://www.bcibic.ca/> (en anglais seulement)
  - Conseil canadien des fournisseurs autochtones et des minorités visibles (CAMSC)  
[www.camsc.ca](http://www.camsc.ca) (en anglais seulement)
  - Province du Manitoba  
<https://www.gov.mb.ca/inr/> (en anglais seulement)
  - Province de l'Ontario  
<https://www.ontario.ca/fr/page/entreprises-autochtones-presenter-des-offres-pour-des-contrats-du-gouvernement>
3. Repérer les possibilités d'emploi pour les Autochtones

Les répondants de l'industrie peuvent communiquer avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) pour en apprendre davantage sur les programmes de travail autochtones pouvant contribuer à appuyer le VPA. Le Programme de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones d'EDSC est conçu pour aider les Autochtones à perfectionner leurs compétences et à trouver un emploi. Veuillez consulter le site Web du ministère pour obtenir davantage de renseignements :  
<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/formation-competences-emploi-autochtones.html>.

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W8482-217850/F  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W8482-217850

N° de la modif - Amd. No.  
007  
File No. - N° du dossier  
027ism.W8482-217850

Id de l'acheteur - Buyer ID  
027ism  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

Outre ceux d'EDSC, il existe de nombreux programmes provinciaux de perfectionnement des compétences et d'emploi destinés aux Autochtones. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez écrire à l'adresse : [aadnc.saea-psab.aandc@canada.ca](mailto:aadnc.saea-psab.aandc@canada.ca).



## Appendice B de l'ANNEXE K – Attestations du volet de participation autochtone

### 1. Volet de participation autochtone – Attestation des sous-traitants

Cette attestation est fournie à l'entrepreneur conformément à l'annexe K du contrat du CETM. L'appendice contient des termes définis dans le contrat; ces définitions s'appliquent à moins que le contexte n'indique un sens différent.

- a. L'entreprise autochtone chargée en sous-traitance de fournir des biens ou des services à l'entrepreneur atteste qu'elle répond à la définition d'« entreprise autochtone » conformément à l'annexe 9.4 du *Guide des approvisionnements* intitulée « Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones ».
- b. Le sous-traitant autochtone atteste qu'il respecte et continuera de respecter les exigences décrites à l'article a. ci-dessus pendant toute la durée du contrat de sous-traitance conclu avec l'entrepreneur.

- c. Le sous-traitant autochtone doit cocher la case applicable parmi les suivantes :

( ) Le sous-traitant est une entreprise autochtone qui est une entreprise individuelle, une bande, une société à responsabilité limitée, une coopérative, un partenariat ou un organisme sans but lucratif.

**OU**

( ) Le sous-traitant est une coentreprise comprenant deux ou plusieurs entreprises autochtones ou une entreprise autochtone et une entreprise non autochtone.

- d. Le sous-traitant autochtone doit cocher la case applicable parmi les suivantes :

( ) L'entreprise autochtone compte moins de six employés à temps plein.

**OU**

( ) L'entreprise autochtone compte au moins six employés à temps plein.

- e. À la demande du Canada, le sous-traitant autochtone doit présenter tout renseignement et toute preuve justifiant la présente attestation. Il doit s'assurer que cette preuve est disponible pour vérification par un représentant du Canada durant les heures normales de travail, lequel représentant du Canada pourra tirer des copies ou des extraits de cette preuve. Le sous-traitant autochtone fournira toutes les installations raisonnablement nécessaires à ces vérifications.
- f. Le sous-traitant autochtone reconnaît qu'il a eu l'opportunité d'examiner pleinement l'annexe 9.4 du guide des approvisionnements.
- g. Le sous-traitant autochtone atteste que les renseignements contenus dans le présent document sont exacts et complets.

\_\_\_\_\_  
Date

\_\_\_\_\_  
Signature

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
W8482-217850/F  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W8482-217850

N° de la modif - Amd. No.  
007  
File No. - N° du dossier  
027ism.W8482-217850

Id de l'acheteur - Buyer ID  
027ism  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

Nom

---

Titre (représentant dûment autorisé de l'entreprise)

---

Nom de l'entreprise

N° de l'invitation - Solicitation No.  
W8482-217850/F  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W8482-217850

N° de la modif - Amd. No.  
007  
File No. - N° du dossier  
027ism.W8482-217850

Id de l'acheteur - Buyer ID  
027ism  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

## 2. Volet de participation autochtone – Attestation de l'organisme ou du programme partenaire

Cette attestation est fournie à l'entrepreneur conformément à l'annexe K du contrat du CETM. L'appendice contient des termes définis dans le contrat; ces définitions s'appliquent à moins que le contexte n'indique un sens différent.

- a. Le récipiendaire des contributions sous forme d'avantages indirects de l'entrepreneur retenu pour répondre au besoin du contrat CETM 3 atteste qu'elle répond à la définition d'« entreprise autochtone » conformément à l'annexe 9.4 du *Guide des approvisionnements* intitulée « Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones ».

OU

Le récipiendaire des contribution des avantages indirects de l'entrepreneur atteste que les contributions reçues iront expressément aux membres de la communauté autochtone.

- b. Le récipiendaire des contribution des avantages indirects de l'entrepreneur atteste qu'il respecte et continuera de respecter les exigences décrites à l'article a. ci-dessus pendant toute la durée du partenariat avec l'entrepreneur.
- c. À la demande du Canada, le récipiendaire des contribution des avantages indirects de l'entrepreneur doit présenter tout renseignement et toute preuve justifiant la présente attestation. Il doit s'assurer que cette preuve est disponible pour vérification par un représentant du Canada durant les heures normales de travail, lequel représentant du Canada pourra tirer des copies ou des extraits de cette preuve. L'organisation ou le programme autochtone partenaire fournira également toutes les installations nécessaires à ces vérifications.
- d. Le récipiendaire des contribution des avantages indirects de l'entrepreneur reconnait avoir eu l'opportunité d'examiner pleinement l'annexe 9.4 du guide des approvisionnements.
- e. L'organisation ou le programme autochtone partenaire atteste que les renseignements contenus dans le présent document sont exacts et complets.

\_\_\_\_\_  
Date

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Nom

\_\_\_\_\_  
Titre (représentant dûment autorisé de l'entreprise)

\_\_\_\_\_  
Nom de l'entreprise

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
W8482-217850/F  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
W8482-217850

N° de la modif - Amd. No.  
007  
File No. - N° du dossier  
027ism.W8482-217850

Id de l'acheteur - Buyer ID  
027ism  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

### 3. Volet de participation autochtone – Attestation de l'employé

Cette attestation est fournis à l'entrepreneur conformément à l'annexe K du contrat du CETM.  
L'appendice contient des termes définis dans le contrat; ces définitions s'appliquent à moins que le contexte n'indique un sens différent.

- a. J'atteste que je suis Autochtone, au sens de la définition de l'annexe 9.4 du *Guide des approvisionnements* intitulée « Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones ».
- b. J'atteste que je suis un employé à temps plein de \_\_\_\_\_ (*insérer le nom de l'entreprise*).
- c. *Je reconnais avoir eu l'opportunité d'examiner pleinement l'annexe 9.4 du guide des approvisionnements.*
- d. J'accepte de présenter sur demande tout renseignement et toute preuve justifiant la présente attestation.

\_\_\_\_\_  
Nom de l'employé en caractères d'imprimerie

\_\_\_\_\_  
Signature de l'employé

\_\_\_\_\_  
Date